

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM(74) 788 final

Bruxelles, le 29 mai 1974

Proposition d'une
DECISION DU CONSEIL

relative à l'acceptation de certaines normes Codex sur
les sucres alimentaires.

(présentée par la Commission au Conseil)

COM(74) 788 final

Exposé des motifs

1. La Commission du Codex Alimentarius (Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires) a, par le passé, adopté, à l'étape 8 de la Procédure d'élaboration des normes Codex mondiales, plusieurs normes internationales recommandées sur les sucres alimentaires. Ces normes ont été transmises à l'étape 9 de la procédure considérée aux Etats membres et les membres associés de la FAO et/ou de l'OMS, ainsi qu'aux organisations internationales intéressées. C'est à ce dernier titre qu'elles ont été communiquées également à la C.E.E.

Les normes visent, entre-autres, le sucre mi-blanc ("sucre blanc de plantation" ou "sucre blanc d'usine"), le sucre blanc, le sirop de glucose, le sirop de glucose déshydraté, le dextrose monohydraté et le dextrose anhydre.

2. Ces derniers sucres sont également repris dans la directive du Conseil, du 11 décembre 1973, relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant certains sucres destinés à l'alimentation humaine. (1)

3. L'examen comparatif des normes Codex avec les dispositions communautaires conduit à la constatation d'une très grande similitude.

Les quelques divergences qu'on peut relever sont reprises à l'annexe de la présente proposition de décision.

Elles n'empêchent pas la Communauté de formuler un avis favorable au sujet des différentes normes dont il s'agit, tout en maintenant inchangée sa propre législation.

Celle-ci est en effet très récente et a été adoptée en connaissance des normes élaborées antérieurement au sein du Codex qui ont servi de modèle aux dispositions communautaires. Mais il n'a pas été possible, notamment pour des motifs sanitaires, de les reprendre intégralement et il a fallu, dès lors, prévoir certaines dérogations légères.

./.

(1) J.O. n° L 356 du 27/12/1973, p. 71

4. Il convient de donner à cet avis favorable la forme d'une acceptation des normes. En effet, en vertu de la Procédure d'élaboration des normes Codex mondiales, ces normes ne peuvent être publiées dans le Codex Alimentarius - c'est-à-dire devenir effectives - que si la Commission du Codex juge opportun de le faire à la lumière des acceptations reçues.
- 4.1. Dans le cas présent, il appartient à la Communauté économique européenne de se prononcer sur l'acceptation des normes étant donné que les dispositions régissant les produits couverts par celles-ci relèvent de l'ordre juridique communautaire.
- 4.2. Les Principes généraux du Codex Alimentarius prévoient plusieurs modalités d'acceptation des normes Codex. Au cours de la quatrième session du Comité du Codex sur Les Principes généraux, qui s'est tenue à Paris du 4 au 8 mars 1974, il a été convenu de proposer à la Commission du Codex la création d'une nouvelle forme d'acceptation, appelée "acceptation assortie de dérogations spécifiées". Il semble certain que la Commission du Codex, à sa prochaine session au mois de juillet 1974, approuvera cette proposition.
- C'est cette nouvelle modalité qu'il convient de retenir dans le cas d'espèce puisqu'elle permet à la Communauté de continuer à appliquer sa propre législation.
- 4.3. D'autre part, l'acceptation des normes par la Communauté ne peut prendre effet qu'à la date à laquelle la directive du 11 décembre 1973 sera mise en application. Conformément à l'article 15 deuxième phrase de cette directive, celle-ci deviendra effective deux ans après sa notification, c'est-à-dire le 12 décembre 1975.

5. Au plan interne de la Communauté, l'acceptation des normes est subordonnée à une décision du Conseil. Cette décision peut être fondée sur l'article 113 du traité C.E.E. car elle a pour objectif principal de promouvoir les échanges internationaux et relève ainsi de la politique commerciale commune.

Il est vrai que les mesures communautaires dans le domaine des denrées alimentaires visent en particulier à la protection de la santé publique, mais il convient, dans un souci d'efficacité juridique, d'assurer cette protection par le biais de la réglementation communautaire, comme cela a été fait, dans le cas d'espèce, par la directive du 11 décembre 1973 (dont les dispositions restent inchangées). En elle-même l'acceptation des normes n'ajoute rien au niveau de protection ainsi assurée, mais poursuit un objectif économique, à savoir la promotion des échanges commerciaux, ce qui permet de recourir aux dispositions concernant la politique commerciale.

6. La Commission invite le Conseil également à approuver le projet de lettre ci-joint, à adresser au Directeur général de la F.A.O.

Cette lettre est destinée à informer la F.A.O. de la décision portant acceptation des normes en question ainsi que des dérogations spécifiées à cette occasion.

Elle a pour objet, d'autre part, de répondre aux deux questions prévues dans le texte définissant la forme d'acceptation assortie de dérogations spécifiées, à savoir :

- si les produits pleinement conformes à la norme peuvent être distribués sans restriction dans la Communauté et
- si la Communauté envisage de pouvoir accepter les normes sans réserve, et, dans l'affirmative, à quel moment.

La réponse à des deux question est négative, car, comme indiqué au point 3 ci-dessus, les dérogations dont il s'agit reposent essentiellement sur des motivations sanitaires.

7. La Commission attacherait du prix à ce que le Conseil prenne une décision suffisamment à temps pour qu'elle puisse être communiquée à la F.A.O. avant la prochaine réunion de la Commission du Codex qui doit se tenir du 1er au 12 juillet 1974 à Rome.

II

(Preparatory Acts)

COMMISSION

Proposal for a Council Decision on the acceptance of certain Codex standards for
sugars intended for human consumption

(Submitted by the Commission to the Council on 31 May 1974)

(Consultation with the European Parliament on 2 December 1976)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 113 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas the Council Directive of 11 December 1973 on the approximation of the laws of the Member States concerning certain sugars intended for human consumption⁽¹⁾ determines at Community level the rules concerning the composition, manufacturing specifications, labelling and packing of *inter alia*, semi-white sugar, white sugar, glucose syrup, dried glucose syrup, dextrose monohydrate and dextrose anhydrous;

Whereas, moreover, the Codex Alimentarius Commission has in the past adopted several recommended international standards for the same type of sugar;

Whereas there is a great similarity between the Community rules and the Codex standards, and the Community is therefore able to approve the said standards without amending its own legislation; whereas the proposed derogations from the Codex

standards in Community legislation are mostly motivated by health considerations;

Whereas acceptance of the Codex standards contributes to the expansion of international trade;

Whereas the provisions of the Directive under consideration must be applied two years following its notification, that is to say, after 12 December 1975, and consequently the acceptance of the Codex standards cannot take effect until that date,

HAS ADOPTED THIS DECISION:

Article 1

1. The European Economic Community hereby accepts the following recommended international standards adopted by the Codex Alimentarius Commission:

- recommended international standard for white sugar (CAC/RS 4-1969),
- recommended international standard for glucose syrup (CAC/RS 9-1969),
- recommended international standard for dried glucose syrup (CAC/RS 10-1969),
- recommended international standard for dextrose monohydrate (CAC/RS 8-1969),

⁽¹⁾ OJ No L 356, 27. 12. 1973, p. 71.

— recommended international standard for dextrose anhydrous (CAC/RS 7-1969).

Article 2

2. Acceptance is subject to the derogations specified in the Annex.

This Decision shall take effect on 12 December 1975.

ANNEX

Comparison of the Community rules with certain standards relating to sugars at Step 9

I. RECOMMENDED INTERNATIONAL STANDARD FOR WHITE SUGAR (at Step 9 of the Procedure for the Elaboration of Worldwide Standards) (CAC/RS 4-1969).

The Community defines semi-white sugar and sugar or white sugar. The former corresponds to Specifications A (3.1) of the Codex standard, and the latter to Specifications B (3.2).

3. Essential composition and quality factors

3.1. *Specification A*

3.1.3. Conductivity ash:

The Community does not consider it necessary to adopt this criterion for sugar or white sugar.

3.1.5. Colours:

The Community defines an equivalent criterion, i.e., colour type, which must equal not more than 12 points, where one point corresponds to 0.5 unit determined according to the method of the Brunswick Institute for Agricultural and Sugar Industry Technology described in Section A (2) of the Annex to Commission Regulation (EEC) No 1265/69 of 1 July 1969 establishing methods for determining the quality of sugar bought in by intervention agencies ⁽¹⁾.

3.2. *Specification B*

3.2.3. Conductivity ash

3.2.5. Colour: The Community does not consider it necessary to adopt these two criteria in the case of semi-white sugar. However, in practice the Codex specifications may be considered to be equivalent to the Community ones.

4. Food additives

4.1. *Sulphur dioxide*

Specification A

Specification B

⁽¹⁾ OJ No L 163, 4. 7. 1969, p. 1.

For health reasons, the Community rules prescribe a maximum content of 15 mg/kg. However, until the end of 1978 Member States may continue to apply national provisions authorizing a residual sulphur dioxide content of up to 20 mg/kg in respect of products marketed in their territory.

5. Contaminants

6. Hygiene

The Community specifies that these products must be of sound and fair marketable quality, but does not lay down any criteria.

7. Labelling

7.1. *Description of the product*

The descriptions of the standardized products in the various official Community languages are as follows:

French: sucre or sucre blanc (Specification A), sucre mi-blanc (Specification B);

German: Zucker or Weißzucker; Halbweißzucker;

English: Sugar or white sugar, Semi-white sugar;

Italian: Zucchero or zucchero bianco, Zucchero di fabbrica;

Dutch: Suiker or witte suiker, Halfwitte suiker;

Danish: Sukker or hvidt sukker, Halvhvidt sukker.

The description 'sugar or white sugar' may also be used to designate 'extra white sugar'.

In addition to the obligatory description, the products defined may bear other descriptions current in the various Member States provided that the latter descriptions are not liable to mislead consumers.

7.2. *Net content*

Under Community rules, the products must be offered for sale at the following net weights: 125 g, 250 g, 500 g, 750 g, 1 kg, 1.5 kg, 2 kg, 2.5 kg, 3 kg, 4 kg, and 5 kg.

If the products are offered for sale in pieces or in small sachets the indication of net weight may be replaced by that of the minimum net weight.

Moreover, the indication of net weight is not required if the products weigh less than 50 g. This exception does not apply to products weighing less than 50 g each presented in packages containing two or more such products whose net weight inclusive of packaging is not less than 50 g, in which case the total net weight of the products contained in the outer package must be indicated thereon.

In respect of products made up into packages or in containers of a net weight equal to or exceeding 10 kg which are not offered for retail sale, the indication of net weight may if desired appear only on the accompanying documents.

In the interests of market transparency and to enable consumers to become familiar with the prescribed scale of weights, on a transitional basis weights, net or gross, other than those mentioned above shall also be allowed if these weights comply with the national provisions in force or with practices existing at the time of notification of the rules.

7.3. *Name and address*

The Community rules make compulsory the following information: 'the name or trade name and the address or registered office of the manufacturer or packer, or of a seller established within the Community'.

7.4. *Country of origin*

This information is optional, although it must not be required for products manufactured within the Community.

8. **Methods of analysis and sampling**

Methods of control are being studied in the Community. Consequently, the methods proposed in the Codex standard cannot be accepted at present.

II. RECOMMENDED INTERNATIONAL STANDARD FOR GLUCOSE SYRUP (at Step 9 of the Procedure for the Elaboration of Worldwide Standards) (CAC/RS 9-1969), and

III. RECOMMENDED STANDARD FOR DRIED GLUCOSE SYRUP (at Step 9 of the Procedure for the Elaboration of Worldwide Standards) (CAC/RS 10-1969)

3. **Food additives**

3.1. *Sulphur dioxide*

For health reasons, the Community prescribes a maximum residual content of 20 mg/kg. However, a content of 40 mg/kg is authorized until 1977 for products which are not intended for retail sale.

The Member States may, in accordance with national provisions governing these foodstuffs, and without prejudice to Community provisions, fix the tolerances for glucose syrup offered for sale in their own territory at more than 20 mg/kg, but not more than 400 mg/kg (and not more than 150 mg/kg in the case of dried glucose syrup) provided that these tolerances are justified by technological requirements.

4. **Contaminants**

5. **Hygiene**

The Community rules do not lay down criteria in this connection.

6. **Labelling**

6.1. *Description of the product*

The Community lays down the following provisions:

Where the residual sulphur dioxide content exceeds 20 mg/kg, the description 'glucose syrup' or 'dried glucose syrup' is followed by a reference to the foodstuff for the manufacture of which it is intended, the maximum sulphur dioxide content of the product being indicated on the accompanying documents.

6.2. *Net contents*

6.3. *Name and address*

6.4. *Country of origin*

7. **Methods of analysis and sampling**

The derogations specified in connection with the international standard for white sugar apply here also.

IV. RECOMMENDED INTERNATIONAL STANDARD FOR DEXTROSE MONO-HYDRATE (at Step 9 of the Procedure for the Elaboration of Worldwide Standards) (CAC/RS 8-1969), and

V. RECOMMENDED INTERNATIONAL STANDARD FOR DEXTROSE ANHYDROUS
(at Step 9 of the Procedure for the Elaboration of Worldwide Standards) (CAC/RS 7-1969)

3. Food additives

For health reasons, the Community rules prescribe a maximum residual content of 15 mg/kg. However, until 1979 Member States may continue to apply national provisions authorizing a residual sulphur dioxide content up to 20 mg/kg in respect of products marketed in their territory.

4. Contaminants

5. Hygiene

6. Labelling:

- the expressions 'monohydrates' and 'anhydrous' are optional in the Community,
- if the product is offered for sale in pieces or in small sachets, the indication of net weight may be replaced by that of the minimum net weight.

7. Methods of analysis and sampling

The remarks made under these headings in connection with the recommended international standard for white sugar also apply here.

VI. PROVISIONS NOT CONTAINED IN CODEX STANDARDS I TO V

A. The products covered by the standards under consideration:

- may not be submitted to the blueing process,
- may contain colorants in so far as they are intended for use in other foodstuffs, in accordance with the provisions applicable to the said foodstuffs and to the use of colouring agents therein.

The qualifying expression 'includes colouring agents' is obligatory in the description of products containing colouring agents and the term 'white' is prohibited in this case.

B. Member States may prohibit trade on their territory in the products defined if the descriptions thereof and — in the case of glucose syrup and dried glucose syrup containing more than 20 mg/kg of sulphur dioxide — the description of the product followed by a reference to the foodstuff for the manufacture of which it is intended, are not shown in the national language or languages on one side of the wrapping or container or, in the case of products made up into packages or containers of a net weight equal to or exceeding 10 kg and not offered for retail sale, on the accompanying documents.

III

*(Notices)***Bundesanstalt für landwirtschaftliche Marktordnung (BALM), Frankfurt am Main****Notice of invitation to tender for the supply of butteroil, as food aid, in accordance with Regulation (EEC) No 2970/76**

1. Pursuant to Regulations (EEC) No 2247/75 ⁽¹⁾ and (EEC) No 2970/76 ⁽²⁾, and following the notice of invitation to tender for the supply of butteroil to certain developing countries and to the World Food Programme ⁽³⁾, the German intervention agency invites tenders for the supply to the WFP, for the benefit of Sri Lanka, of 1 037 metric tons of butteroil divided into the following lots:
 - Lot A: 500 metric tons,
 - Lot B: 537 metric tons.
2. The butter to be used in manufacturing the butteroil shall be taken at the warehouses listed in the Annex.
3. The butteroil shall be put up exclusively in 5 kg metal canisters.
4. Delivery shall be effected at a port of embarkation to be indicated in the tender, chosen from among Community ports accessible for ocean-going ships having a regular service with the recipient country.

A tender may only stipulate one port.
5. Delivery at the port of embarkation shall be effected after 28 February and before 10 March 1977.
6. The time limit for the submission of tenders expires at 12 noon on 11 January 1977.

⁽¹⁾ OJ No L 229, 30. 8. 1975, p. 60.

⁽²⁾ OJ No L 339, 8. 12. 1976, p. 15.

⁽³⁾ OJ No C 200, 2. 9. 1975, p. 3.

Projet de lettre à adresser par le membre compétent de la
Commission au Directeur Général de la F.A.O.

Monsieur le Directeur Général,

OBJET : Normes internationales recommandées pour

- le sucre blanc et sucre blanc de plantation
- le sirop de glucose
- le sirop de glucose déshydraté
- le dextrose monohydraté
- le dextrose anhydre

J'ai l'honneur, par la présente, de vous communiquer une décision du Conseil des Communautés européennes, en date du, par laquelle la Communauté économique européenne accepte les normes internationales recommandées ci-dessus énumérées.

Cette acceptation est assortie des dérogations spécifiées à l'annexe de la décision. Elle prendra effet le 12 décembre 1975, date à laquelle la législation communautaire régissant les sucres visés aux normes en question sera mise en application.

Je vous précise par ailleurs que

- les sucres qui, tout en étant pleinement conformes aux différentes normes dont il s'agit, ne répondraient pas à l'une ou l'autre disposition prévue par la législation communautaire, ne pourraient pas être mis dans le commerce à l'intérieur de la Communauté,
- la Communauté n'envisage pas de pouvoir accepter les dites normes sans réserve.

Il est entendu, toutefois, que la Communauté reste disposée à collaborer au rapprochement international des réglementations et à participer aux discussions futures qui pourraient intervenir dans les secteurs considérés.

Formule de politesse.